

# « L'URSS est en situation de médiateur potentiel »

Tribune de l'Expansion - 22/10/90

■ Expert du Moyen-Orient, Ghassan Salamé, directeur de recherches au CNRS, commente pour *La Tribune*, pour la troisième fois depuis qu'a éclaté la crise du Golfe, l'évolution d'une situation dont il est un observateur attentif.

« *La Tribune* ». — Avec la menace d'utiliser le « bouclier » des otages, l'Irak a franchi un nouveau palier, qui semble interdire tout recul à Washington comme à Bagdad. Jusqu'où l'escalade peut-elle aller ?

Ghassan Salamé. — Le climat qui se développe à Washington est devenu très belliqueux. Les éléments plus modérés, dans l'administration et la diplomatie américaines, sont de plus en plus pessimistes quant à la possibilité d'éviter une confrontation militaire. Du côté américain, il est devenu évident que l'affaire du Koweït s'est muée en une grande affaire régionale : c'est la place des Etats-Unis au Moyen-Orient qui est désormais en jeu.

L'administration Bush est d'ailleurs encouragée à intervenir rapidement, non seulement par Israël, mais aussi par les chefs d'Etat arabes qui se sont engagés aux côtés des Etats-Unis, Arabie Saoudite et Egypte.

Les Irakiens eux-mêmes n'ont-ils pas intérêt à précipiter les choses ?

Non. S'il est vrai qu'il faut plus de six semaines aux Etats-Unis pour acheminer sur place des moyens humains importants, il ne faut pas oublier que leur niveau technologique (avions « furtifs », missiles sur les bâtiments de guerre) leur permet dès aujourd'hui de faire beaucoup de mal à l'Irak. De plus, Bagdad a tout intérêt à ce que le « fait accompli », l'annexion du Koweït, dure assez longtemps pour être de plus en plus difficile à remettre en cause.

La question des otages s'intègre parfaitement dans le système défensif de l'Irak. Bagdad a tiré les conclusions des expériences des dernières années au cours desquelles l'Occident — et on le comprend — a montré beaucoup de sollicitude pour des dizaines d'otages, une sollicitude qui a d'ailleurs conduit à des perversions du type de l'Irangate. Maintenant, l'Irak se sert de centaines, de milliers d'otages...

Mais alors, quelle issue voyez-vous ?

Il me semble que Bagdad tente actuellement une opération clef : convaincre Moscou d'être plus actif dans la région, et plus

indépendant de l'Occident. L'Irak, qui sent bien le poids du déploiement militaire américain, voudrait réintroduire l'URSS dans le jeu.

Les actions de l'Irak embarrassent aujourd'hui même ses alliés, Palestiniens, Jordaniens, Yéménites. Les alliés des Etats-Unis ne sont pas moins inquiets : le roi du Maroc a fait savoir, lundi dernier, qu'il était prêt à accepter de mener une tentative de médiation. Mais ceux auxquels les Irakiens s'adressent sont les Soviétiques.

« Une confrontation militaire aboutirait à déstabiliser non seulement les vaincus, mais aussi tous ceux qui l'auraient encouragée »

Moscou vient d'envoyer comme attaché militaire à Bagdad un officier supérieur et un membre influent du parti. Alors qu'arrive dans la capitale irakienne, venant du Caire, l'envoyé spécial de Gorbatchev, Mikhaïl Sytenko, Saadoun Hammadi poursuit ses entretiens à Moscou : cet envoyé de Bagdad a été longtemps le chef de la diplomatie irakienne, et compte au nombre des responsables les plus « posés », les plus raisonnables. Je pense que les Irakiens veulent offrir à Gorbatchev la possibilité de jouer un rôle de médiateur.

L'URSS est-elle prête à jouer ce rôle ?

L'URSS a évidemment besoin de l'aide occidentale, mais elle occupe, au Moyen-Orient, une situation qui lui interdit d'y faire le même genre de concessions que ce qu'elle a déjà consenti en Afrique, en Amérique centrale, voire en Afghanistan. Au Moyen-Orient, l'Union soviétique a des intérêts de puissance régionale, à la différence de l'Europe occidentale ou des Etats-Unis. Elle souffre de maux dont l'origine est au Moyen-Orient : l'émigration des juifs soviétiques ; le fondamentalisme islamique...

Et n'oubliez pas qu'avant même la crise du Koweït, Edouard Chevardnadze avait évoqué la menace que peuvent représenter pour l'URSS les missiles de moyenne portée qui sont stationnés dans la région, missiles chinois en Arabie Saoudite, missiles israéliens, missiles installés sur les navires occidentaux dans le Golfe... Dernier point dont il faut tenir compte, enfin : les intérêts pétroliers de l'URSS sont plutôt du côté des producteurs que des consommateurs.

Pour toutes ces raisons, et même si elle a désespérément besoin de l'aide occidentale, l'URSS peut difficilement aller aussi loin que l'invitent à le faire les Etats-Unis. Depuis une semaine, on observe qu'elle a une attitude beaucoup plus réservée. Et je pense que ce facteur joue dans l'attitude américaine : ce que Washington a demandé lundi soir au Conseil de sécurité, c'est une résolution pour renforcer l'embargo, mais le mot « blocus » n'a toujours pas été utilisé. Dans cette prudence américaine, le facteur essentiel a pu être la prise en compte de la position soviétique qui est déjà, timidement, en situation de médiateur potentiel.

C'est un élément positif ?

Oui, pour tous ceux qui pensent que la confrontation militaire ne résoudrait aucun problème, comme le disait Claude Cheysson lundi soir.

Une confrontation militaire, outre les pertes inévitables de part et d'autre, aboutirait à déstabiliser non seulement les vaincus, mais aussi tous ceux qui l'auraient encouragée. Nous ne sommes déjà plus dans le contexte d'un bras de fer « bilatéral » Irak - Etats-Unis, mais bien plutôt dans la situation de 1956 ou 1967. En 1956, la « campagne » de Suez a été une promenade militaire pour les vainqueurs occidentaux ; mais sur le plan politique, elle a conduit à la déstabilisation, non pas de l'Egypte « vaincue », mais, paradoxalement, de toutes les monarchies pro-occidentales qui l'avaient soutenue : Irak, Yémen, Jordanie aussi, ont payé le prix de la victoire militaire occidentale.

Un scénario identique n'est pas exclu aujourd'hui. Je crois que George Bush est très conscient du risque, car il a une bien meilleure connaissance des dossiers internationaux que ses prédécesseurs. Mais la Maison-Blanche pourrait bien être déjà devenue prisonnière de son propre discours. Elle a poussé la presse à mobiliser l'opinion américaine. C'est chose faite. Comment pourrait-elle reculer maintenant, surtout à la veille d'une réélection au Congrès, au moment où elle sollicite l'appui de ce dernier pour modifier sa politique économique intérieure ?

Propos recueillis par  
DANIELE GERVAIS